UN COMITÉ DE LUTTE ANTI-CAPITALISTE

Nous sommes un comité de lutte se définissant comme un syndicat d'élèves, anti-capitaliste, autonome de tous partis ou syndicats, défendant les intérêts de la classe ouvrière au sein de l'école.

Dernièrement, nous avons tiré un tract dénonçant l'attitude de l'APE Cornec de Florange, et plus généralement la répression qui s'est mise en place au dernier Conseil d'Etablissement.

Le conflit avec l'APE Cornec de Florange ne provient pas uniquement du dernier C.E. : il commença par le refus de faire une réunion avec le comité de lutte, en vue d'actions communes possibles sur le CES transports, EPS foyer.

Jusque là, rien n'avait suscité la distribution d'un tract, lorsque, au dernier CE, (il y avait 2 élèves au CE et la personne du Comité était absente) l'APE Cornec de Florange a pris de graves positions :

— Quand l'administration nous attaque, elle se tait (au CE et ailleurs)

— Elle distingue au même titre que l'administration et des profs 2 sortes de perturbateurs : casseurs, politiques. De là à encourager les vidages et de dire : «Certains élèves sont des parasites au sein du collège...»

Encouragée par l'APE, par les profs qui signalent «la saleté repoussante de certains élèves», *l'administration avait beau jeu.*

Un tract a été sorti

— dénonçant les positions bourgeoises de l'APE Cornec de Florange,

— Dénonçant l'APE qui marche main dans la main avec l'administration,

— Dénonçant les positions des profs,

— Dénonçant et informant sur le CE.

Ce qui est très grave après ce tract, c'est de voir, à l'exclusion d'une minorité, qui conteste ces positions, c'est que l'APE Cornec de Florange garde ses positions et les renforce...

Comité de lutte

Pau : expulsion, répression, brimades les lycéens se révoltent

Depuis le lundi 22 mai, les lycéens palois sont en grève. Ce jour-là, les lycéens de Louis Barthou votent à 70 % la grève, pour protester contre le renvoi de plus de 40 élèves et la non-participation des parents et des élèves aux conseils de classe et d'administration. L'après-midi, c'est au tour des lycéens de St-Cricq et Barincou de se joindre au mouvement. Devant l'intrasigeance de l'administration —un élève est même giflé par le proviseur de Lous Barthou— une manifestation de mille grévistes, marche sur l'Inspection Académique.

L'inspecteur refuse de recevoir la délégation. Le lendemain, le CET Honoré Bardat se solidarise. Une nouvelle manifestation regroupe près de 1 500 personnes ; les JC qui dirigeaient jusqu'ici le mouvement commencent à être débordés : aux mots d'ordre *«A bas Haby»* ou *«Il y a de l'abus, on est à bout»,* se substitue *«A bas l'école des flics et des patrons».* Comme la veille, l'Inspecteur Académique refuse toute rencontre, cette fois un groupe de manifestants ouvre les portes. Malgré le côté pacifique de l'occupation, la police intervient brutalement contre 300 lycéens. Le mercredi, les militants de la JC proposent de reprendre les cours, tandis qu'une majorité se dessine en faveur de la poursuite de la grève. Le lendemain un tract où s'expriment les deux tendances est diffusé sur tous les lycées, et en Assemblées générales, la grève est reconduite.

Des commissions par lycée sont mises en place, qui souffrent toutefois d'un certain manque d'organisation et de coordination. Nouvelle manifestation de 2 000 lycéens : elle doit s'opposer à des provocateurs fascistes qui tentent, en vain, par des violences gratuites de faire intervenir les CRS, dont quatre cars stationnent devant la préfecture.

Vendredi enfin, le PCF intervient. Dans un tract, il s'adresse aux lycéens pour attaquer «les gauchistes» : *«Ils ont constamment visé par leurs actes à affaiblir votre mouvement, à vous priver du soutien de la population»* ou encore *«s'il fallait encore faire preuve de l'alliance objective des pouvoirs publics et des gauchistes, elle est facile aujourd'hui».* En fait d'alliance objective, celle du PCF avec l'admiration paraît à beaucoup plus claire. Au moment en effet où il déverse ses calomnies pour diviser le mouvement l'administration de son côté, profitant du manque d'organisation des lycéens fait courir des bruits de répression, et les proviseurs surveillent étroitement l'entrée des lycées. Quelle que soit l'issue de la lutte, de nombreux lycéens ont pris ces jours-ci mieux conscience de la nature du système scolaire ainsi que des manœuvres du PCF.

D'après notre correspondant de Pau

NANTES :

Tu sais que les vacataires signent trois contrats de trois mois à 120 heures par mois. Or, la DRJS a proposé après signature du dernier contrat de trois mois un autre de deux mois qui ramenait leur totalité horaire à 960 heures, donc pas d'indemnités de pertes d'emploi.

— **Rebelles** : Tous ont signé ?

—Oui sauf ceux qui ont été à la DRJS.

— **Rebelles** : Mais quelles raisons donne la DRJS à cette rupture de contrat.

— Plus de crédit. C'est d'ailleurs une des raisons qui nous a poussé à prendre position contre la reconduction des stages dans le deuxième pacte national : ils se permettent de mettre en place les 100 000 emplois qu'ils n'ont pas pu assurer la emplois qu'ils n'ont pas pus assurer la première fois. La décision fut l'objet d'une AG parce qu'il n'était pas du tout évident que les jeunes, qui n'obtiennent aucune indemnité de chômage, soient prêts à refuser ces stages qui sont pour la plupart la seule possibilité de trouver un boulot. Alors on a décidé d'être contre.

En gros parce que leur durée sera de 4 mois au lieu de 6 mois, et donc qu'ils ne permettront pas de toucher l'ASSEDIC.

Ensuite parce qu'ils seront réservés aux femmes qui sont veuves ou mères célibataires, ce qui signifie une fois de plus que l'on refuse aux femmes mariées ou sans enfant le droit au travail ; sans compter qu'ils seront exclusivement manuels ; et avec la ségrégation qui existe envers les femmes dans le secteur primaire au niveau de l'embauche, tu vois ce que cela peut signifier. De plus les salaires sont toujours à 90 % du SMIC, alors que nous demandons le SMIC pour tous, et enfin, à partir de notre expérience, on ne peut que douter de la formation obligatoire.

— **Rebelles** : Tu as quelques exemples significatifs de la formation ?

— D'après des décrêts, la formation doit correspondre au stage qui nous ait proposé. Or, pour ma part, je me suis retrouvé pendant plus de deux mois au début du stage, sans trouver un organisme capable de me donner cette formation. A Varades, il y a un truc particulièrement dégeulasse ; un cours de filles en pré-formation qui reçoivent des cours de théorie, font des stages pratiques, dans les hôpitaux ou chez des particuliers. En fait elles ne font que balayer. Elles ne risquent pas d'être formées à autre chose que le chômage. De toute manière, la formation n'est pas réelle, elle ne donne pas accès à un diplome reconnu par le patronat.

- **Rebelles** : Pour revenir aux syndicats... ?

— Ils font un peu de tapage à Nantes en ce moment pour les vacataires. Pour la CGT, je pense que ce ne sont que des positions de principe. Mais tu sais, on a eu une petite surprise avec FO : le matin où l'on est allé à l'ASSEDIC, FO a fait paraître un article dans la presse régionale. Ils appelaient leur section à ne pas nous soutenir dans cette action, sous prétexte que nous nous trompions de cible, en attaquant un organisme paritaire, au lieu de lutter contre le gouvernement. En dehors du fait que nous voulions juste obtenir une réponse officielle sur l'allocation ASSEDIC, — il n'avait pas été question d'appeler à cette action sous forme d'attaque — quand on voit que la seule lutte qu'engage FO sur les stagiaires est de tenter de faire disparaître le comité, je crois que c'est nous qui sommes en droit de leur demander des comptes.

— **Rebelles** : Et vous ne leur avez pas répondu ?

—Si, on leur a envoyé une lettre assez salée, on attend la réponse...

— **Rebelles** : Qu'elles sont les initiatives que va prendre le comité ?

— Pour le principal, on va bientôt sortir un dossier complet sur notre position tranchée sur les stages Barre, avec quelques témoignages et une analyse globale de notre situation. Une réunion avec des paysans pourrait se tenir prochainement et on va essayer de faire une émission avec une radio libre locale. Enfin, le gros morceau : organiser une fête avec tous ceux qui sont touchés par le problème de l'emploi : travailleurs menacés de licenciement, chômeurs, stagiaires, etc.

- **Rebelles** : Tu peux un peu expliquer cette fête ?

— Elle va se passer en deux temps. D'abord grouper des stagiaires AFPA, des interimaires, et d'autres jeunes qui travaillent dans des conditions complètement instables. La question à débattre étant l'organisation dans la lutte contre le chômage. C'est aussi une des perspectives du comité : arriver à contacter d'autres gens que les stagiaires Barre pour engager la lutte et arriver à rompre l'isolement qui est un des principaux obstacles de cette lutte. Le chômage s'est l'affaire de tous ! Dans cette fête, les débats risquent d'être riches, car cette lutte n'a jamais été envisagée autrement que